

**Compte rendu du  
Conseil Municipal du 9 avril 2015 à 18 h 30,  
réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.**

**Etaient Présents :** Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD – Gilles CHRETIEN – Séverine TEILHARD-RIOLA – Thierry NOEL – Servane BESSOLES – Marjolaine AVENTURIER – Christine DAVY – Gilles DUTAU – Monique BARON – Guy MARTRE – Gabrielle CROUZIL – Julien BASCOUL – Simon UGUEN – Guillaume BUREL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU – Michel CHASTAING – Bernard DUVIC – Faouzia DAHMANE – Marie-Noëlle SIBIEUDE – Cécile PAGES – Philippe FOULON.

**Etaient Représentés :** Yves FANJAUD par France GABORIT  
Brigitte MIAS PAR Gilles DUTAU  
Guy FILLET par Éric PENSO

**Etaient Absents :**

**Nombre de conseillers :**

- En exercice : 29
- Présents : 26
- Votants : 29

-----  
Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.  
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

**00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 25 mars 2015**

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 25 mars 2015 est adopté à l'unanimité.

**01 - Affaires générales – Application de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Locales**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 25 mars 2015 :

- **Décision n° 2015-10 du 31 mars 2015** : préemption de la parcelle BZ 16, située rue des Jardins, d'une contenance de 215 m<sup>2</sup>, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 21 000 € (vingt et un mille euros) auxquels s'ajoutent 4 000 € (quatre mille euros) de commission.
- **Décision n°2015-11 du 7 avril 2015** : cession d'une colonne de rangement (non suivie à l'inventaire) à Madame Sandrine GARIN, pour la somme de 15,00€.

Le Conseil Municipal en prend acte.

## **02 – Affaires générales – Modification de la tarification applicable aux droits d'entrée des exposants pour le Festival de la Tomate**

Madame Servane BESSOLES, Adjointe déléguée aux festivités rappelle au Conseil Municipal que le droit d'entrée des exposants pour le Festival de la Tomate a été fixé à 16 €, par délibération en date du 28 novembre 2015.

Elle indique qu'il conviendrait d'associer à la tarification un nombre de mètres linéaire déterminé.

C'est pourquoi, elle propose au Conseil Municipal de modifier ainsi qu'il suit la tarification :

- Emplacement de 3 ml : 16 €
- Emplacement de 5 ml : 20 €
- Au-delà de 5 ml : 10 € par ml

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (27 voix pour, 1 voix contre, 1 abstention) de modifier la tarification des droits d'entrée des exposants pour le Festival de la Tomate ainsi qu'il suit :

- Emplacement de 3 ml : 16 €
- Emplacement de 5 ml : 20 €
- Au-delà de 5 ml : 10 € par ml

## **03 – Personnel – Adhésion à la convention de mission de remplacement du Centre de Gestion 34**

Monsieur Thierry NOEL, adjoint délégué au personnel, rappelle que les collectivités peuvent faire face à des imprévus en matière de gestion du personnel avec néanmoins la contrainte d'assurer la continuité du service public.

Il ajoute que la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25 stipule que les centres de gestion peuvent assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements, à la demande de ces collectivités et établissements.

Ils peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent en vue d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu. Ils peuvent également mettre des fonctionnaires à disposition des collectivités et établissements en vue de les affecter à des missions permanentes à temps complet ou non complet.

C'est ce que propose le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) par le biais de la mission « remplacement », dont la définition même est de mettre à disposition des collectivités et établissements publics du département des agents pour assurer des missions temporaires,

Pour assurer cette mission, le CDG 34 demande à la Commune, en sus du remboursement des traitements et des charges patronales s'attachant à la mission, une participation forfaitaire de 6 % sur la totalité des sommes engagées, correspondant aux frais de gestion.

Si la mission n'est pas utilisée, il n'y aura alors aucun frais pour la Commune.

Considérant que la Commune doit, dans certains cas, faire face rapidement à des remplacements de personnels et qu'elle n'a pas toujours l'opportunité de recruter directement les personnes qualifiées,

Compte tenu des éléments exposés, il propose donc au Conseil Municipal :

- de recourir au service remplacement du CDG 34 chaque fois que cela est nécessaire, afin d'assurer la continuité du service public,
- d'approuver la convention d'adhésion à la mission remplacement du CDG 34 jointe à la présente.
- d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer au nom et pour le compte de la Commune la convention d'adhésion, ainsi que toutes pièces, de nature administrative, technique ou financière se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité décide :

- de recourir au service remplacement du CDG 34 chaque fois que cela est nécessaire, afin d'assurer la continuité du service public,
- d'approuver la convention d'adhésion (jointe à la présente) à la mission remplacement du CDG 34 jointe à la présente.
- d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer au nom et pour le compte de la Commune la convention d'adhésion, ainsi que toutes pièces, de nature administrative, technique ou financière se rapportant à cette affaire.

#### **04 - Finances – Affectation du résultat 2014 sur le budget 2015**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'affecter de manière définitive le résultat comptable 2014 à la section d'investissement (à l'article 1068) et à la section de fonctionnement (article 002 – recettes) du budget 2015 selon la répartition indiquée dans le tableau ci-dessous :

<b>En euros :</b>	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2014	619 946,88
Total affectable au 31/12/2014	619 946,88
<b>Affectation à l'exécution de la section d'investissement (compte 1068)</b>	599 946,88
<b>Affectation aux recettes de la section de fonctionnement (chapitre 002)</b>	20 000,00
Pour mémoire : solde d'investissement reporté 2014 à 2015 : + 24 424,57	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à la majorité absolue (28 voix pour, 1 voix contre) l'affectation du résultat 2014 sur l'exercice 2015 comme cela est indiqué ci-dessus.

#### **05 - Finances – Vote des taux d'imposition**

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de voter les taux des trois taxes directes locales, selon un coefficient de variation de 1 par rapport à 2014, comme suit :

- taxe d'habitation : 18,65 %
- taxe foncier bâti : 21,57 %
- taxe foncier non bâti : 86,69 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à la majorité absolue (27 voix pour, 1 voix contre, 1 abstention) les taux des trois taxes directes locales comme indiqué ci-dessus, selon un coefficient de variation de 1 par rapport à l'exercice 2014.

#### **06 - Finances – Attribution de subventions aux associations**

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de voter les subventions de l'exercice 2015 pour les montants suivants :

Article 657361 « Coopératives scolaires » : 12 000 € (dont 10 000€ pour l'OCCE primaire, et 2.000€ pour l'OCCE maternelle)

Article 657362 « CCAS » : 48 000€

Articles 6574 « Associations » : 131 000€ dont 34 350€ affectés au cours du budget comme suit :

Désignation	Montant
Crèche Les Lapinous	25 000,00€
Chasse Saint Hubert	2 550,00€
Anciens Combattants	1 500,00€
L'Antirouille	1 800,00€
Le Clapas	1 400,00€
Lire et Grandir	800,00€
Clarpège	600,00€
Clap'yes	400,00€
Amis de la Nature	300,00€
<b>Total</b>	<b>34 350,00€</b>

Elle propose notamment d'accorder une avance à la Crèche les Lapinous, en attendant la production de ses comptes (25 000€).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité l'attribution des subventions telle qu'indiquée ci-dessus.

### **07 - Finances – Fonds de concours entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole : réfection de la rue des Moulières**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, indique que Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, les travaux suivants sur le territoire de la Commune : réfection de la rue des Moulières, entre la rue Lionel Bompar et l'abribus, 1<sup>ère</sup> tranche.

Elle rappelle qu'en application de la convention de gestion provisoire, la Commune de Clapiers assure au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elle exerçait jusqu'au 1er janvier 2015.

L'opération décrite ci-dessus contribue à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Commune de Clapiers.

Elle participe au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la Commune envisage de prendre en charge une partie du financement de la réalisation de cette opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil Municipal et du Conseil de la Métropole.

Le montant total du fonds de concours qui peut être perçu par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de cette opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant de ce fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 61 250€, soit 49% du montant prévisionnel HT de l'opération, estimé à 125 000€ HT.

Il sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité absolue (23 voix pour, 6 voix contre) :

- approuve le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 61 250€, pour la réalisation de cette opération ;
- approuve la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention après approbation concordante de la Commune et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

*(PJ n°3 : Convention relative à l'attribution d'un fonds de concours entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole : réfection de la rue des Moulières)*

### **08 - Finances – Fonds de concours entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole : programme de renouvellement et d'extension de l'ensemble des voiries du Domaine Public Communal**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, indique que Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, les travaux suivants sur le territoire de la Commune : programme de renouvellement et d'extension de l'ensemble des voiries du Domaine Public Communal.

Elle rappelle qu'en application de la convention de gestion provisoire, la Commune de Clapiers assure au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elle exerçait jusqu'au 1er janvier 2015

L'opération décrite ci-dessus contribue à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Commune de Clapiers.

Elle participe au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la Commune envisage de prendre en charge une partie du financement de la réalisation de cette opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil Municipal et du Conseil de la Métropole.

Le montant total du fonds de concours qui peut être perçu par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de cette opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant de ce fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 66 000€, soit 49,80 % du montant prévisionnel HT de l'opération (132 500€).

Il sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la Commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité absolue (23 voix pour, 6 voix contre) :

- approuve le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 66 000€, pour la réalisation de cette opération ;
- approuve la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe ;

(PJ n°4 : Convention relative à l'attribution d'un fonds de concours entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole : programme de renouvellement et d'extension de l'ensemble des voiries du Domaine Public Communal)

## **09 - Finances – Création de Montpellier Méditerranée Métropole – Nouvelles compétences : poursuite des opérations décidées par la Commune avant la date effective de création**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, rappelle que Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret du 26 décembre 2014, par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'alors par la Commune relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole (3M), notamment en matière de création, aménagement et entretien de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de 3M, la Commune de Clapiers assure sur son territoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant, il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou transfert des opérations décidées par les Communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, en application des articles L5217, L5215-29 et R5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle propose donc de fixer la liste des opérations poursuivies et financées par le budget communal.

Les opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, poursuivies et financées par la Commune de Clapiers, sont les suivantes :

Identification du projet	Montant de l'opération	Date de décision de l'opération
Maîtrise d'œuvre pour travaux de voirie urbaine divers	13 044,41€	06/06/2011
Maîtrise d'œuvre pour travaux de voirie urbaine divers	150,70€	13/12/2013
Fourniture et pose signalisation horizontale au Fesquet	2 319,60€	29/10/2014
Etudes de sol pour travaux de la Montée de la Firole	8 400,00€	23/05/2014
Travaux de VRD Montée la Firole	307 800,00€	23/12/2014
Mission de coordination SPS pour travaux de la Montée de la Firole	1 193,64€	03/06/2014
Enrochement et tête de buse – fossé à côté des terrains de tennis	9 392,52€	14/10/2014
Pose tête de buse au 20 rue de Vendargues	1 130,40€	14/10/2014
Trottoir rue du Chêne Liège	10 469,26€	14/10/2014
Aménagement de voirie rue de Viviers : lisse en bois	897,60€	23/10/2014
Aménagement de voirie – réfection de trottoir rue du Fesquet	15 695,28€	23/10/2014
Réfection chemin et curage du fossé – Chemin de la Draille	6 097,96€	17/11/2014

Aménagement de voirie – Chemin des Bosses	7 333,20€	17/11/2014
Aménagement de voirie – traverse de l'Escoutaire	11 428,02€	17/11/2014
Aménagement de voirie - Rue des Romarins : surlargeur de chaussée	4 108,67€	15/12/2014
Aménagement de voirie - Rue des Romarins : mise à la cote des tampons	1 239,72€	15/12/2014
Signalisation horizontale et verticale - Kiosque	3 939,00€	29/04/2014
Diagnostic pour le repérage d'amiante et HAP – enrobés de la Montée de la Fiole	2 304,00€	24/10/2014
Fourniture et pose éclairage pour passage piéton RD 65	4 270,48€	24/02/2014
Eclairage public – travaux de la Montée de la Fiole	31 588,16€	27/11/2014
Mat d'éclairage avec enveloppe béton	1 512,56€	09/12/2014
Mat d'éclairage Allée du Bois du Prieur	1 648,80€	09/12/2014
Globe avenue Georges Frêche	695,78€	09/12/2014
Eclairage piétonnier RD 65	2 501,33€	09/12/2014
Borne piétonnier entre Albertine Sarrazin et Boulevard de la Liberté	1 519,42€	09/12/2014
Fourniture et pose robinet vanne hydrant n°28 – Rue du Bosc	994,15€	28/11/2011
Mise en conformité des hydrants de la Commune suite au contrôle 2014	1 346,54€	07/11/2014
Pose coffre hydrant – Avenue de l'Europe	657,72€	14/11/2014
Achat de deux terrains de voirie pour les travaux de la Montée de la Fiole	49 000,00€	31/12/2014
Etudes hydrauliques suite aux intempéries de septembre 2014	17 976,00€	20/11/2014
<b>Total</b>	<b>520 654,92€</b>	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité absolue (23 voix, 5 voix contre, 1 abstention) approuve cette liste.

### **10 - Finances – Exercice budgétaire 2015 – Taxe d'aménagement – Reversement d'une part de la taxe perçue par la Commune à Montpellier Méditerranée Métropole**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, rappelle que la taxe d'aménagement est définie à l'article L 331-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose qu'« en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1, les communes ou EPCI perçoivent une taxe d'aménagement ».

Cette taxe, instituée par la loi n°2010-1658 du 29 Décembre 2010 portant réforme de la fiscalité de l'urbanisme a remplacé à compter du 1er mars 2012, la Taxe Locale d'Equipeement (TLE).

Par délibération du 17 novembre 2011, le Conseil Municipal a fixé à 5% le taux de la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal.

Cette taxe, applicable aux opérations de constructions, agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature, a pour objet le financement des équipements publics induits par le développement de l'urbanisation, qu'il s'agisse de voirie, réseaux divers, aménagement de l'espace public ou d'équipements de super structure (écoles, crèches, équipements culturels, sportifs....)

La taxe d'aménagement est perçue de plein droit par les Communes dotées d'un PLU. Elle peut également être perçue par l'EPCI en lieu et place de la Commune par délibération de l'organe délibérant avec l'accord de la majorité qualifiée des Communes.

L'article L331-2 du Code Général des Collectivités prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe de la Commune vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la Commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la Commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes du Conseil Municipal et de l'organe délibérant de l'EPCI.

Pour l'exercice 2015, année de transition, la Commune de Clapiers continuera de percevoir la taxe d'aménagement, Montpellier Méditerranée Métropole n'ayant pas délibéré, pour l'instant, en vue de l'instaurer.

Pour autant la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er Janvier 2015 a entraîné le transfert de la compétence « création, aménagement de la voirie et des espaces publics ». Même si, pour 2015, en application de la convention de gestion transitoire adoptée par le Conseil Municipal le 16 décembre 2014, l'exercice de cette compétence sera assuré par la Commune au nom et pour le compte de la Métropole, les dépenses engagées par la Commune pour la réalisation du programme de voirie feront l'objet d'un remboursement par la Métropole.

Il convient donc pour assurer le financement des équipements relevant dorénavant de la compétence de la Métropole de lui reverser une partie du produit de la Taxe d'Aménagement.

Elle propose au Conseil Municipal, pour son financement, de reverser à la Métropole 95,8% du produit de cette taxe estimé, au vu des permis de construire ou autorisation de travaux délivrés, à 34 083€ et de plafonner ce reversement à 32 658 €.

Pour information, ce programme de travaux est par ailleurs financé par l'attribution de compensation versée par la ville à la Métropole (130 928 €). Il fera l'objet d'une récupération de la TVA, directement par la Métropole, au travers du FCTVA (57 250 €). Il fera également l'objet de deux fonds de concours de la Commune de 66 000€ et de 61 250 € pour financer respectivement le programme de renouvellement de la voirie d'un montant de 159 000 € et le tronçon 2 de la rue des Moulières, d'un montant de 150 000€.

Le reversement de Taxe d'Aménagement à la Métropole sera effectué trimestriellement en même temps que la production des décomptes de dépenses engagées pour le compte de la Métropole.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à la majorité absolue (23 voix pour, 6 voix contre) le reversement d'une quote-part de la Taxe d'Aménagement à Montpellier Méditerranée Métropole.

Madame Faouzia DAHMANE donne procuration à Monsieur Philippe FOULON et quitte la séance du Conseil Municipal.

## **11 - Finances – Vote du Budget Primitif 2015**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'adopter par chapitre le Budget Primitif 2015, arrêté comme suit, en euros :

	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT	5 484 236,00€	5 484 236,00€
<b>Total</b>	<b>5 484 236,00€</b>	<b>5 484 236,00€</b>
INVESTISSEMENT		
Crédits nouveaux	1 802 306,70€	1 987 383,88€
RàR 2014	650 453,87€	440 952,12€
Solde d'investissement reporté		24 424,57€
<b>Total</b>	<b>2 452 760,57€</b>	<b>2 452 760,57€</b>



Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à la majorité absolue (23 voix pour, 6 voix contre) le Budget Primitif 2015 de la Commune par chapitre.

(PJ n°5 : Budget Primitif de la Commune 2015 et note de présentation du Budget Primitif de la Commune 2015)  
(PJ n° 6 : Fiche de présentation de la composition de l'attribution de compensation versée à 3M au titre de l'exercice 2015)

## **12 - Finances – Vote du Budget Primitif 2015 du Budget Annexe Lotissement de la Draille**

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 7 avril 2015,

Madame France GABORIT propose au Conseil Municipal d'adopter par chapitre le Budget Primitif 2015 du Budget Annexe du Lotissement de la Draille arrêté comme suit en euros :

	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT	1 176 448,00	1 176 448,00
<b>Total</b>	<b>1 176 448,00</b>	<b>1 176 448,00</b>
INVESTISSEMENT	354 100,00	354 100,00
<b>Total</b>	<b>354 100,00</b>	<b>354 100,00</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à la majorité absolue (23 voix pour, 6 voix contre) le Budget Primitif 2015 du Budget Annexe du Lotissement de la Draille par chapitre.

(PJ n°7 : Budget Primitif 2015 du Budget Annexe Lotissement de la Draille)

## **13 – Urbanisme / Foncier – Délégation du Conseil Municipal au Maire - Modification**

Monsieur Gilles CHRETIEN, adjoint délégué à l'urbanisme, indique au Conseil Municipal que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné le transfert à cette dernière de la compétence communale en matière de PLU (à l'exception des domaines restant à la charge de la commune en 2015 du fait des conventions de gestion transitoire).

Le transfert de la compétence en matière de PLU entraîne conséquemment le transfert du droit de préemption urbain à la Métropole.

Cette situation peut être problématique dans la mesure où la Métropole ne peut exercer le droit de préemption urbain que pour la réalisation d'opérations d'intérêt métropolitain et, qu'à l'inverse, les communes ne peuvent plus l'exercer pour la réalisation d'opérations d'intérêt communal.

Le Code de l'Urbanisme permet de remédier à cette situation. Il prévoit en effet la possibilité pour la collectivité titulaire du droit de préemption de déléguer celui-ci à l'occasion de l'aliénation d'un bien (au cas par cas) ou sur une ou des parties de territoire.

Il précise qu'une réflexion va être engagée entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres en vue d'identifier des parties de territoire communal sur lesquelles la Métropole pourra déléguer son droit de préemption aux communes.

Dans l'attente, et afin, jusque-là, de ne pas priver la Commune d'un moyen important d'action foncière pour la réalisation de projets d'intérêt communal, il est envisagé que la Métropole procède à des délégations à la Commune à l'occasion de l'aliénation de biens sur lesquels l'opportunité de réaliser une opération d'intérêt communal existe (délégation au cas par cas).

Le mécanisme de cette délégation suppose que la Métropole approuve la délégation et que la Commune accepte celle-ci avant que la préemption elle-même puisse être exercée.

Une telle procédure doit cependant s'inscrire dans un délai très contraint puisque la décision de préemption doit impérativement intervenir dans un délai de 2 mois suivant la réception de la déclaration d'intention d'aliéner.

Afin, de permettre un traitement optimal de ces situations et d'éviter que des interventions foncières ne puissent intervenir pour une question de délai, il est donc proposé au Conseil Municipal de modifier la délégation consentie au Maire par délibération en date du 8 avril 2014 (n° 2014/ 05/18) afin de permettre à ce dernier de pouvoir, par décision, accepter au nom de la Commune, les délégations de droit de préemption consenties au cas par cas par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il propose donc de remplacer le 15 ° de ladite délibération rédigé ainsi : *« D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, sur l'ensemble du territoire de la commune »* ;

Par la rédaction suivante :

*« 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »*

Les délégations qui seront consenties ultérieurement par Montpellier Méditerranée Métropole, non pas au cas par cas, mais sur des parties de territoire ne sont pas concernées par cette délégation. Le Conseil Municipal sera donc amené à les traiter dès que les études les concernant auront abouti.

En conséquence il propose au Conseil Municipal :

- De remplacer le point 15° de la délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2014 portant délégations du Conseil Municipal au Maire par la rédaction suivante :  
*« 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »*
- De dire que les autres délégations consenties au Maire telles qu'approuvées par le Conseil Municipal restent inchangées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De remplacer le point 15° de la délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2014 portant délégations du Conseil Municipal au Maire par la rédaction suivante :  
*« 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »*
- De dire que les autres délégations consenties au Maire telles qu'approuvées par le Conseil Municipal restent inchangées.